



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Etudiants

Question écrite n° 2326

Texte de la question

Mme Lucette Michaux-Chevry attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sur les difficultés que rencontrent les bacheliers de l'outre-mer lors de leur inscription dans les universités de métropole. En effet, du fait du décalage de l'annonce des résultats du baccalauréat par rapport à la métropole et du manque chronique d'informations sur les procédures administratives à effectuer pour les inscriptions dans les autres académies, les chances pour un ressortissant des départements et territoires d'outre-mer de pouvoir suivre les enseignements d'une université de la métropole sont très aléatoires. En conséquence, elle lui demande quelles mesures entend donc prendre le Gouvernement pour que les jeunes bacheliers de l'outre-mer puissent effectivement bénéficier des mêmes conditions d'inscription dans les universités que leurs compatriotes de métropole, et s'il ne serait pas opportun qu'un certain nombre d'inscriptions soient réservées aux bacheliers des DOM-TOM de même que pour les cités universitaires.

Texte de la réponse

Reponse. - Les bases réglementaires de l'accueil des étudiants français candidats à une première inscription en première année de premier cycle universitaire sont fixées pour tous par la loi sur l'enseignement supérieur du 26 janvier 1984 et par les dispositions (en ce qu'elles ne sont pas contraires à cette loi) du décret n° 71-376 du 13 mai 1971 modifié relatif aux inscriptions des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités. Si l'article 14 de la loi ci-dessus mentionnée réserve une priorité d'inscription aux bacheliers ayant obtenu leur diplôme dans l'académie dont relève l'université sollicitée, aucun quota fixe au plan national ne vient limiter dans un établissement donné le pourcentage d'étudiants en provenance d'académies extérieures à celle dont relève ledit établissement. Les textes en vigueur ne défavorisent donc pas les jeunes bacheliers originaires d'outre-mer. Bien au contraire, la prise en compte des difficultés suscitées par l'adoption, dans les académies éloignées, de calendrier scolaires souvent très décalés par rapport à celui de la métropole a conduit à rappeler aux recteurs que les étudiants d'outre-mer devaient bénéficier d'une interprétation plus souple des dispositions du décret de 1971 portant sur les dates limites d'inscriptions. Ainsi, à la différence des bacheliers métropolitains de la session de juin, les bacheliers originaires d'outre-mer ayant passé le baccalauréat après le 1er juillet peuvent prétendre à une inscription annuelle après le 31 juillet, à condition toutefois d'en avoir formulé la demande et d'avoir retiré un dossier avant cette date. Sur la base de ces dispositions réglementaires, d'importantes mesures ont été prises par les pouvoirs publics pour créer les conditions d'un déroulement harmonieux des inscriptions, dont les étudiants originaires des DOM bénéficient au même titre que les bacheliers métropolitains. Parmi ces mesures, peuvent être citées : l'accroissement des capacités d'accueil des établissements recevant des bacheliers, notamment des universités, tout particulièrement dans des filières à finalité professionnelle fortement sollicitées, et l'ouverture de nouveaux départements d'IUT : 8 en 1987, 11 en 1988 ; l'amélioration du dispositif d'information, de recensement et d'exploitation des vœux d'études supérieures des élèves des classes terminales. Ce dispositif, tout en permettant la prévision des flux d'entrée dans les diverses filières d'enseignement supérieur et, partant, l'organisation, dans de bonnes conditions du suivi des inscriptions des bacheliers dans les établissements, assure à chaque élève de classe terminale une information de base sur l'organisation du système d'enseignement supérieur. Il a, cette année, été déconcentré au niveau rectoral afin

de permettre une meilleure prise en compte des specificites academiques et, s'agissant des academies des Antilles, Guyane et de la Reunion, d'eviter notamment qu'en raison de l'eloignement son efficacite ne se trouve amoindrie. Conformement aux objectifs assignes a cette mesure, le recensement de la demande d'enseignement superieur metropolitain en provenance des DOM et sa repartition vers les etablisements devraient avoir ete ameliorees. De surcroit, des dispositions ont ete prises, des l'an dernier, pour que cette demande, dorenavant mieux cernee, puisse aboutir dans des conditions satisfaisantes. Ainsi, il a ete rappele aux presidents d'universite que les dossiers d'inscription (ou de pre-inscription) deposes par les bacheliers ou futurs bacheliers originaires d'outre-mer devaient etre examines avec un soin particulier, les candidatures non retenues devant etre transmises aux recteurs d'academie afin que ces derniers, egalement sensibilises a cette question, puissent les redepoyer aupres d'autres etablisements en fonction des preferences exprimees. S'agissant de l'attribution aux jeunes bacheliers, originaires d'outre-mer de logements en residence universitaire, il convient de preciser que ces derniers ne sont pas defavorises par rapport aux etudiants metropolitains ou etrangers. L'eloignement etant pris en consideration dans les criteres d'admission etablis par les CROUS, ils beneficient de points de bonification supplementaires pour l'etablissement de leur dossier. Des chiffres recents font ainsi apparaitre que 28 p 100 de l'ensemble des etudiants originaires des DOM-TOM ont ete loges en residence universitaire pendant leurs etudes en metropole contre 11 p 100 des etudiants metropolitains et 15 p 100 des etudiants etrangers. Ces differentes dispositions devraient permettre de maitriser les difficultes parfois rencontrees par les bacheliers originaires d'outre-mer desireux de poursuivre des etudes superieures en metropole.

Données clés

Auteur : [Mme Michaux-Chevry Lucette](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 2326

Rubrique : Enseignement superieur

Ministère interrogé : éducation nationale, jeunesse et sports

Ministère attributaire : éducation nationale, jeunesse et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 septembre 1988, page 2500